

# **Danemark : Succès électoral et nouvelle période pour l'Alliance rouge-verte**

mardi 20 décembre 2011, par [EISLER Thomas](#) (Date de rédaction antérieure : 2 octobre 2011).

Les élections législatives du 15 septembre ont mis fin à dix ans du gouvernement libéral conservateur, qui s'appuyait sur le soutien de la droite populiste et xénophobe du Parti populaire danois (DF). Il a été remplacé par un gouvernement de centre gauche, composé par les Sociaux-démocrates (SD), le Parti populaire socialiste (SF) et la Gauche radicale (RV) et soutenu par l'Alliance rouge-verte (EL, Enhedslisten — De rød-grønne). Les grands gagnants de cette élection sont la Gauche radicale et l'Alliance rouge-verte. Cette dernière a triplé le nombre des suffrages obtenu en 2007. Les principaux perdants furent le Parti populaire conservateur (KF) et le Parti populaire socialiste (SF).

## **Dix ans de gouvernement de droite**

En conquérant la majorité avec le soutien de l'extrême droite le gouvernement libéral conservateur a mis fin à plusieurs décennies de gouvernance social-démocrate avec la participation ou le soutien des partis du centre, telle la Gauche radicale. Bien que le Parti populaire danois veut apparaître comme un défenseur des travailleurs et des retraités, il n'a pas hésité à voter au Parlement en faveur des attaques gouvernementales contre leurs acquis, aussi longtemps qu'ils s'accompagnaient des attaques contre les immigrés.

Lorsque les libéraux (Venstre — Danmarks Liberale Parti, littéralement : La Gauche — Parti libéral danois, abréviation : V) et les conservateurs (KF) étaient au gouvernement, les mobilisations en défense des droits des travailleurs, contre les réductions des budgets sociaux et contre la guerre en Irak furent étroitement liées à la perspective d'un autre gouvernement.

Le droit de partir à la préretraite dès l'âge de 60 ans a été une des questions centrales du débat politique danois au cours des quinze dernières années. Au cours des années 1990 le premier ministre social-démocrate s'était engagé à préserver ce droit. Lorsqu'en 1999 le gouvernement de centre gauche est revenu sur cet engagement, remplaçant ce droit par un système général d'assurance dans le cadre de l'assurance chômage, il a perdu beaucoup de confiance au sein de la classe ouvrière, préparant ainsi le terrain pour la victoire de la droite. Les sociaux-démocrates et la Gauche radicale ont également participé à un accord pour augmenter graduellement de cinq ans l'âge de départ à la retraite et à la préretraite. Lors de son discours de nouvelle année, le 1<sup>er</sup> janvier 2011, le premier ministre a proposé de carrément supprimer les retraites anticipées. Cela a provoqué une campagne syndicale en défense du plan des préretraites. Les sondages d'opinion réalisés durant cette campagne indiquaient que la gauche pouvait conquérir la majorité au Parlement sans avoir besoin du soutien de la Gauche radicale (RV). Le gouvernement de droite est alors parvenu à un accord avec RV et DF pour accélérer la remise en cause des préretraites.

## **Un gouvernement du centre ou de gauche ?**

La question de la manière de parvenir à l'équilibre budgétaire en 2020 a été au centre de la campagne électorale. Selon certaines prévisions le déficit budgétaire atteindra 47 milliards de couronnes (6,31 milliards d'euro) en 2020 alors qu'il y aura également un déficit de main-d'œuvre.

Les sociaux-démocrates et le Parti populaire socialiste acceptent pour l'essentiel les mêmes hypothèses économiques et démographiques que la droite. Leur plan alternatif, pompeusement appelé « la solution juste », est fondé sur une augmentation du temps de travail de 12 minutes par jour qu'ils veulent obtenir au travers d'un accord avec les syndicats et le patronat. Ils proclament qu'il s'agit d'une mesure nécessaire pour pouvoir préserver les préretraites et d'éviter des coupes dans les budgets sociaux. Pour faire face aux critiques disant que leur argumentation est ridicule alors qu'il y a 200 000 chômeurs, ils ont annoncé que leur plan ne sera mis en œuvre seulement lorsque le plein-emploi sera atteint. Les projets économiques de la droite étaient également fondés sur l'hypothèse d'un retour au plein-emploi.

Tant les syndicats que la majorité de l'électorat de gauche ont choisi de voter pour le SD ou le SF dans l'espoir de voir un nouveau gouvernement de gauche qui défendrait les intérêts de la classe ouvrière. Cependant les dirigeants de SD et SF ont été plus ambigus, certains d'entre eux n'hésitant pas à souligner l'importance de la renaissance de la coopération au sein du Parlement, qui passe par des accords entre la majorité et l'opposition à l'exclusion des « extrêmes », c'est-à-dire tant de l'Alliance rouge verte que de l'extrême droite populiste (DF). Il s'agissait là d'une main tendue à RV et d'ailleurs, à l'issue des élections, SD et SF ont passé un accord avec la Gauche radicale pour former un gouvernement. Cet accord prévoit la poursuite de la remise en cause des droits acquis en ce qui concerne les préretraites et les partis qui ont conclu cet accord disposent de la majorité au Parlement. Si les sociaux-démocrates et les socialistes populaires avaient gardé la RV hors du gouvernement, cette dernière aurait pu éviter la responsabilité de ces attaques, car si le système parlementaire danois oblige le gouvernement à faire adopter ses décisions par l'Assemblée, il n'est pas contraint de démissionner s'il est mis en minorité.

### **Montée et déclin du Parti populaire socialiste**

C'est la première fois que le Parti populaire socialiste (SF) fait partie d'un gouvernement. Depuis de nombreuses années l'entrée dans le gouvernement était son but principal et sa volonté d'apparaître comme un « parti responsable » l'a conduit à beaucoup de compromissions, à commencer par l'acceptation du Traité de Maastricht en 1993. Au cours des dernières années ce parti a connu une transformation dramatique, devenant de plus en plus un parti « du peuple » et de moins en moins « socialiste ». Il a eu une attitude très populiste sur la question de l'immigration, abandonnant la défense des droits des immigrés et des demandeurs d'asile. Son président a condamné les groupes musulmans réactionnaires dans des termes pouvant être compris comme la condamnation de tous les musulmans. Ce nouveau profil populiste semblait lui garantir le succès. Entre les élections de 2005 et celles de 2007 il est passé de 6 % à 13 % des suffrages. Par la suite, les sondages d'opinion lui annonçaient jusqu'à 20 % des voix, faisant du SF le concurrent potentiel direct de la social-démocratie en tant que principale force politique de gauche. Dans la dernière période le SD et le SF ont formé une alliance politique très étroite. Non seulement ils ont développé des positions politiques communes, mais ils ont été jusqu'à faire des campagnes d'affichage communes sur les panneaux publicitaires.

A l'automne 2010 le gouvernement libéral conservateur a présenté un plan visant à introduire des critères plus draconiens en ce qui concerne le regroupement familial et les mariages avec les immigré(e)s. Cela rendrait beaucoup plus difficile l'obtention de l'autorisation de séjour pour des conjoints issus d'un pays non européen. Le SD et le SF ont longuement hésité, laissant entendre qu'ils pourraient soutenir cette proposition, avant que d'en présenter une autre, plus modérée mais incluant également des critères limitatifs. Ce fut la goutte qui a fait déborder le vase et ils ont commencé à perdre leur électorat.

### **Le succès récent de l'Alliance rouge verte**

C'est en 1994, après que le SF ait accepté le Traité de Maastricht, que l'Alliance rouge verte a réussi pour la première fois à dépasser la barre de 2 % des suffrages, obtenant ainsi une représentation parlementaire. Présente au Parlement depuis lors, EL a connu son plus bas score lors des élections de 2007, du fait de ses divisions internes et parce qu'elle était la cible des attaques car une de ses candidates était une musulmane portant le hidjab. Au même moment le SF bénéficiait de l'image d'un « nouveau parti » et gagnait en popularité parmi la jeunesse.

La déception provoquée depuis par le tournant populiste du SF a largement profité à l'Alliance rouge verte, de même que l'adaptation de l'alliance SD-SF aux politiques néolibérales. Selon les sondages d'opinion l'EL a commencé à gagner des sympathies en 2010. L'EL a également gagné beaucoup de militant(e)s. Le 26 août 2011, lorsque la date des élections a été rendue publique, les sondages estimaient son score à 4,5 %. Au cours des trois semaines de campagne électorale SD-SF ont encore perdu des voix, car ils ne représentaient pas une claire alternative au gouvernement de droite, ce qui minait leur crédibilité. Ce n'est donc qu'avec une faible majorité (50,2 %) que la gauche a pu s'imposer face à la droite.

En 2011, la campagne électorale de l'Alliance rouge verte a dépassé tout ce que le parti avait pu faire auparavant. Il y avait plus de militant(e)s diffusant son matériel et collant ses affiches. Près d'un million et demi de tracts et brochures ont été diffusés. De plus l'EL a pu atteindre un électorat nouveau, dépassant la barrière symbolique d'un « parti bizarre » et étant prise au sérieux par des larges secteurs de la population. Avec sa porte-parole charismatique Johanne Schmidt-Nielsen (31 ans) l'EL a bénéficié de l'image d'un « nouveau parti », menant la campagne autour du thème « il y a un espace pour le social ». Cela rompait avec l'idéologie économique dominante en mettant en avant la taxation des riches, des multinationales, des spéculateurs et des ressources pétrolières. L'Alliance rouge verte a présenté un plan permettant de créer 100 000 emplois dans les services publics et d'atténuer les émissions des gaz à effet de serre. La défense des demandeurs d'asile et des immigrés ainsi que celle des chômeurs étaient au centre de sa campagne électorale.

### **L'Alliance rouge verte et le nouveau gouvernement**

La lutte contre le gouvernement de droite et contre la dictature exercée par la droite populiste sur la politique de l'immigration a été l'orientation centrale de EL depuis dix ans. C'est pourquoi l'Alliance rouge verte a soutenu sans conditions la formation d'un nouveau gouvernement. Mais cet appui ne signifie nullement que EL soutiendra les propositions législatives de ce gouvernement. Les décisions seront prises cas par cas et EL n'acceptera pas de voter en faveur de « paquets » liant des attaques contre certains acquis sociaux et démocratiques et des améliorations dans d'autres domaines. Ceci n'évitera pas à l'Alliance rouge verte d'être soumise à des pressions du gouvernement de centre-gauche. Ce dernier ne manquera pas de rendre l'EL responsable de ses arrangements avec la droite. La pression la plus forte s'exercera lors du vote du budget, car s'il ne parvient pas à faire approuver le budget par le Parlement, le gouvernement sera contraint de démissionner. Et naturellement le budget est l'exemple même d'un « paquet » incluant toute sorte de choix politiques, dont le budget militaire. Face au gouvernement conduit par la social-démocratie en 1992-2001, l'Alliance rouge verte n'avait jamais adopté le budget qu'il présentait, mais une fois elle s'est abstenue lors du vote.

Afin de se préparer à la nouvelle situation l'Alliance rouge verte a eu plusieurs discussions sur l'attitude qu'elle devra prendre face à un nouveau gouvernement. Lors de son congrès de 2010 elle a adopté la résolution suivante :

*« Enhedslisten — De rød-grønne encourage le nouveau gouvernement à rompre avec la politique du gouvernement précédent par une politique basée sur l'égalité, la solidarité et la viabilité sociales. Un budget marquant une telle rupture pourra compter sur nos voix. Mais nous ne voterons en aucun cas en faveur d'un budget qui :*

- inclut des attaques ;
- n'inclut pas des améliorations significatives ;
- est le résumé d'une année d'austérité conduite avec les partis de la droite... »

Cette formulation a été proposée par deux membres du SAP, de manière à clarifier une proposition originelle présentée par la direction collective de l'Alliance.

L'Alliance rouge verte avancera des demandes et travaillera au sein des mouvements sociaux pour exercer la plus grande pression possible sur le gouvernement. Son comité exécutif a appelé les instances du parti, ses commissions et ses candidat(e)s pour qu'ils organisent des réunions publiques, en y invitant les syndicats, afin de débattre des attentes suscitées par le changement du gouvernement et des demandes à lui soumettre.

**Thomas Eisler**

Copenhague, le 2 octobre 2011

## Législatives 2011

Parti	nombre de voix	%	député(e)s	+/-
EL	236	860	6,7 %	12 +8
SD	881	534	24,9 %	44 -1
SF	326	118	9,2 %	16 -7
RV	336	189	9,5 %	17 +8
Indépendants			4**	0
V	948	288	26,7 %	47 +1
KF	174	580	4,9 %	8 -10
AL*	176	473	5,0 %	9 +4
DF	436	333	12,3 %	22 -3

\* Alliance libérale, fondée en 2007, issu de la Gauche radicale, est un parti ultra-libéral, favorable à l'UE et à l'énergie nucléaire mais aussi au mariage des couples du même sexe et opposé au contrôle des frontières et aux politiques anti-immigration les plus radicales.

\*\* Il s'agit de députés des Îles Féroé (2) et du Groënland (2). Trois d'entre eux soutiennent le nouveau gouvernement de centre-gauche.

## Les résultats de l'Alliance rouge-verte aux élections législatives

année	nombre de voix	%	député(e)s
1990	54 038	1,7 %	0
1994	104 701	3,1 %	6
1998	91 933	2,7 %	5

année	nombre de voix	%	député(e)s
2001	82 685	2,4 %	4
2005	114 123	3,4 %	6
2007	74 674	2,2 %	4
2011	236 860	6,7 %	12

---

## **P.-S.**

\* Cet article a été publié dans la revue Inprecor n° 577/578 d'octobre-novembre 2011 ([www.inprecor.fr](http://www.inprecor.fr)).

\* Thomas Eisler, membre de la direction du Parti ouvrier socialiste (SAP, section danoise de la IV<sup>e</sup> Internationale) et du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale, a été membre du Comité exécutif de l'Alliance rouge-verte (EL, Enhedslisten — De rød-grønne).